

Le Proche et Moyen-Orient face aux enjeux climatiques et environnementaux : Entre transformations et mobilisations

Climate and environmental challenges in the Near and Middle East: Between transformations and mobilizations

Responsables

• **Marguerite Teulade** (EHESS, CEMS)

Discutante

• **Julie Gloannec** (Université de Tours, CITERES)

Intervenants

• **Florian Bonnefoi** (Université de Poitiers, Migrinter, Cedej)

• **Clara Denis-Woelffel** (UQAM, Inalco, Cermom)

• **Juliette Duclos-Valois** (EHESS, Césor, ANR IMAGIN-E, CETOBaC)

• **Farhad Hassan Abdullah Mamshai** (Virginia Tech)

Résumé de l'atelier

Le Moyen-Orient, fréquemment analysé au prisme de la géopolitique et des relations internationales, constitue un terrain d'étude privilégié pour comprendre comment les dynamiques environnementales liées au changement climatique interagissent avec les structures sociales, économiques et politiques locales. Tandis que le taux de réchauffement climatique dans la zone est deux fois supérieur à la moyenne mondiale, s'y concentrent des économies fondées sur des logiques extractivistes et développementalistes qui, tout en participant à l'épuisement des ressources naturelles, sont une menace à l'équilibre des écosystèmes naturels et au bien-être de populations souvent vulnérables, fragilisées par des conditions socio-économiques précaires (6^e rapport du GIEC, février 2022).

Pourtant, la recherche quant aux problématiques environnementales sur ces terrains demeure limitée, éclipsée par des études focalisées sur les pays occidentaux. Arguant qu'une compréhension des dynamiques environnementales dans ces régions est essentielle pour saisir les implications globales de la crise écologique et pour élaborer des réponses adaptées aux contextes locaux, cet atelier vise à réunir différentes perspectives sur ces enjeux.

Le choix des trois axes pour cet atelier est guidé par leur complémentarité et leur pertinence dans un cadre d'étude transdisciplinaire.

- **Conséquences du changement climatique sur l'environnement des zones à l'étude:** cet axe propose d'explorer les effets physiques des conséquences environnementales du changement climatique sur les écosystèmes locaux, mais aussi leurs conséquences socio-économiques, notamment sur les populations rurales et leurs modes de vie traditionnels. Il s'agit d'examiner des réponses et initiatives locales au changement climatique et ses différents impacts.

- **Mobilisations écologistes et environnementalistes:** cet axe permet d'analyser les dynamiques de résistance, portées par différent-es acteur-rices locaux et les formes d'engagement collectif qui émergent dans un contexte souvent marqué par la répression politique. Ces mobilisations questionnent les politiques étatiques, les modes de gouvernance des États et des entreprises, tout en introduisant des revendications nouvelles, souvent en lien avec des problématiques globales.

• **Transformations environnementales et impact des politiques de développement économique** : ce dernier axe explore l'impact des politiques, notamment extractivistes, qui privilégient la croissance à court terme et une modernisation à grande échelle, au détriment de la durabilité écologique et des communautés locales. Les contributions à cet axe devront analyser les contradictions entre développement économique et protection de l'environnement, en explorant les discours de légitimation de ces politiques, ou encore les cadres juridiques nationaux qui régulent l'exploitation des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

Cet atelier sera pensé et construit comme un espace de dialogue interdisciplinaire, où de jeunes chercheur·ses pourront présenter leur étude de cas, leur méthodologie et le cheminement de leur analyse, mais aussi leurs difficultés et les limites de leur travail.

The Middle East, which is often considered through the lens of geopolitics and international relationships, provides an interesting field of study for understanding how environmental dynamics linked to climate change interact with local, social, economic, and political structures. While the global warming pace in the region is twice as high as the world average, economies based on extractivist and developmentalist logics are highly prevalent. While contributing to the depletion of natural resources, they also threaten the equilibrium of ecosystems and the well-being of often vulnerable populations, weakened by precarious socio-economic conditions (6th IPCC report, February 2022).

Yet, research regarding environmental issues in these areas remains limited, overshadowed by studies focused on Western countries. Given that an understanding of environmental dynamics in these regions is essential to grasp the global implications of the ecological crisis and to develop responses tailored to local contexts, this workshop aims to bring together different perspectives on these challenges.

The choice of three themes for this workshop is guided by their complementarity and relevance in a transdisciplinary study framework.

- **Consequences of climate change on study area environments**: participants are invited to explore not only the physical effects of the environmental consequences of climate change on local eco-systems, but also their socio-economic consequences, particularly on rural populations and their traditional ways of life. The aim is to examine local responses and initiatives to climate change and its diverse impacts.

- **Ecologist and environmentalist mobilizations**: this theme analyzes the dynamics of resistance, led by various local players, and forms of collective action that emerge in a context often marked by political repression. These mobilizations call into question state policies and the modes of governance of states and private companies, while introducing new demands, often linked to global issues.

- **Environmental transformations and the impact of economic development policies**: this final theme explores the impact of policies, particularly extractivist ones, which prioritize short-term growth and large-scale modernization at the expense of ecological sustainability and local communities. Contributions to this theme will analyze the contradictions between economic development and environmental protection, exploring the discourses that legitimize these policies, as well as the national, legal frameworks that regulate the exploitation of natural resources and environmental protection.

This workshop will be conceived and structured as an interdisciplinary dialogue space, where young researchers can present their case studies, methodologies, and the progression of their analyses, but also their challenges and the limitations of their work.

Programme

Florian Bonnefoi (Université de Poitiers, Migrinter, Cedej)

Mégaprojets et mise en vulnérabilité du delta du Nil, ou quand les politiques développementalistes colonisent le futur

Megaprojects and the vulnerability of the Nile Delta, or when developmentalist policies colonize the future

Clara Denis-Woelffel (UQAM, Inalco, Cermom)

Ressources naturelles et territorialité en Palestine: Approche critique

Natural resources and territoriality in Palestine: A critical approach

Juliette Duclos-Valois (EHESS, Césor, ANR IMAGIN-E, CETOBaC)

De Tishreen aux actions environnementales. Émergence et constitution des publics pour une vie digne et une habitabilité. Les cas de pollutions de l'air, des sols et des eaux en Irak

From Tishreen to environmental actions: The emergence and formation of publics for a dignified life and habitability. The cases of air, soil, and water pollution in Iraq

Farhad Hassan Abdullah Mamshai (Virginia Tech)

Oil, power, and pollution: Intersection of energy policy and environmental degradation in KRI

Pétrole, pouvoir et pollution: Les croisements entre politique énergétique et dégradation environnementale au Kurdistan irakien (KRI)

Florian Bonnefoi

Mégaprojets et mise en vulnérabilité du delta du Nil, ou quand les politiques développementalistes colonisent le futur

Depuis 2016, de grands projets nationaux voient le jour sur le littoral du delta du Nil: fermes piscicoles, usines de traitement du sable noir, lignes à grande vitesse, villes nouvelles. Le discours gouvernemental insiste sur leur caractère innovant et respectueux de l'environnement, qui s'inscrivent tous dans la Vision 2030 du pays pour le développement durable. Pourtant, ces projets sont emblématiques d'un «aventurisme extractif moderne» (Magrin, 2011) et d'un système d'«accumulation par dépossession» (Harvey, 2001). Ils détruisent les écosystèmes et perturbent les moyens de subsistance. Pour les habitants de ces régions, les récentes politiques gouvernementales sont arbitraires et font craindre des déplacements forcés. Il en résulte un sentiment d'injustice et de marginalisation.

S'appuyant sur une analyse de la presse nationale et sur des entretiens avec des pêcheurs et des habitants des lacs Borollus et Mariout, cette présentation cherche à articuler les échelles nationale et locale. Elle souligne la contradiction entre les discours officiels qui insistent sur la durabilité de ces projets et leurs impacts concrets. Elle interroge les expériences des habitants, leurs craintes et leurs aspirations face à la dégradation de leurs environnements de vie et de travail.

Quels discours ces projets suscitent-ils de la part des autorités et des populations locales? Quels sont leurs impacts? Dans quelle mesure, par leur action destructrice, procèdent-ils à une colonisation du futur (Mitchell, 2002), préparant la vulnérabilité aux changements climatiques à venir, tant pour les territoires que les populations?

Since 2016, major national projects have been springing up along the Nile Delta coastline: fish farms, black sand processing plants, high-speed lines, new cities. Government narrative emphasizes their innovative and environmentally-friendly nature, all of which are part of the country's Vision 2030 for sustainable development. Yet, these projects are emblematic of a "modern extractive adventurism" (Magrin, 2011) and a system of "accumulation by dispossession" (Harvey, 2001). They destroy ecosystems and disrupt livelihoods. For the people living in these regions, recent government policies are arbitrary and raise fears of forced displacement. The result is a feeling of injustice and marginalization.

Based on an analysis of the national press and interviews with fishermen and inhabitants of lakes Borollus and Mariout, this presentation seeks to articulate the national and local scales. It highlights the contradiction between the official discourse insisting on the sustainability of these projects and their concrete impacts. It questions the experiences of local residents, their fears and aspirations in the face of the degradation of their living and working environments.

What rhetoric do these projects elicit from local authorities and populations? What impact do they have? To what extent, through their destructive actions, are they colonizing the future?

Clara Denis-Woelffel

Ressources naturelles et territorialité en Palestine : Approche critique

L'accès et le contrôle des ressources naturelles se placent au centre des questions relatives à la territorialité en Palestine. Ces enjeux impactent la réalité politique, économique et géographique des populations présentes sur le territoire, et soulèvent des problématiques environnementales. L'aménagement des espaces visant l'exploitation des ressources en eau représente, par exemple, une donnée majeure dans le développement économique et agricole de l'État d'Israël. Or, la question de l'accès et du contrôle de ces ressources en eau par Israël implique des répressions et des restrictions politiques et économiques qui pèsent sur les Palestiniens, notamment en Cisjordanie (Fontaine, 2017).

Différentes chercheur·ses proposent d'analyser la Palestine selon le cadre des *settler colonial studies* (Shihade, 2012; Dana et Jarbawi, 2017; Séguin, 2018). Ce cadre théorique permet en effet d'interroger les politiques concrètes visant la dépossession et le contrôle d'un territoire par une population allochtone, ainsi que les discours soutenant ce type de politiques. Nous proposons d'envisager les enjeux que pose l'accaparement des ressources naturelles en Palestine, à l'aune d'une approche inspirée par l'étude du colonialisme de peuplement. Pour ce faire, nous organisons notre réflexion autour de deux enjeux principaux : 1) l'appropriation des ressources naturelles comme un enjeu colonial visant la subordination, voire l'effacement, des populations palestiniennes (Hanafi, 2009; Fontaine, 2017); 2) les discours légitimant cet accaparement des ressources visant à occulter les problématiques politiques, juridiques et environnementales qu'il implique. Ces discours pourraient s'apparenter à du *greenwashing*, ou à ce que la chercheuse Manal Shqair définit comme un *écoblanchiment* des colonies de peuplement en Palestine (Shqair, 2023).

Access to and control over natural resources are central to issues of territoriality in Palestine. These concerns significantly affect the political, economic, and geographical realities of the populations present in the region and raise environmental challenges. The management of spaces for the exploitation of water resources, for instance, is a key factor in the economic and agricultural development of the State of Israel. However, Israel's access to and control over these water resources involve political and economic restrictions and repressive measures that disproportionately impact Palestinians, particularly in the West Bank (Fontaine, 2017).

Various scholars suggest analyzing Palestine through the framework of settler colonial studies (Shihade, 2012; Dana and Jarbawi, 2017; Séguin, 2018). This theoretical approach provides a lens to interrogate concrete policies aimed at the dispossession and control of territory by a settler population, as well as the discourses that underpin such policies. We propose to examine the issues surrounding the appropriation of natural resources in Palestine from the perspective of settler colonialism. Our analysis is organized around two main axes: 1) the appropriation of natural resources as a colonial mechanism aimed at subordinating Palestinian populations (Hanafi, 2009; Fontaine, 2017); 2) the discourses legitimizing this appropriation, which aim to hide the political, legal, and environmental issues it entails. These discourses may align with practices of greenwashing, or what the researcher Manal Shqair describes as an "eco-blanchiment" of settlements in Palestine (Shqair, 2023).

Juliette Duclos-Valois

De Tishreen aux actions environnementales. Émergence et constitution des publics pour

une vie digne et une habitabilité. Les cas de pollutions de l'air, des sols et des eaux en Irak
Un rapport récent publié par l'Organisation des Nations unies place l'Irak au 5^e rang des pays les plus vulnérables au dérèglement climatique. Pour autant, la population irakienne n'a pas attendu qu'une kyrielle d'indicateurs mondiaux établissent l'urgence de la situation pour y prêter attention. Cela fait déjà des dizaines d'années, au-delà de la hausse des températures et de ce qui l'accompagne, que les habitants se retrouvent affectés par les effets divers des pollutions, des toxicités, des dérèglements et des disparitions.

C'est précisément à la constitution de ces publics (Dewey, 1927) que la communication propose de s'intéresser. Elle retracera, à partir des cas de pollutions de l'air, du sol et des eaux, la façon dont des situations ont été problématisées et des communautés concernées composées.

Elle décrira le travail de définition et de résolution engagé par différents collectifs plus ou moins institutionnalisés. Elle portera une attention particulière aux pratiques des acteurs, aux médiations et aux traductions qu'ils mettent en œuvre pour opérer dans un contexte répressif où les activités qu'ils dénoncent sont étroitement liées à des gains politiques et économiques, qu'il convient, pour les bénéficiaires, de préserver.

Par ailleurs, la communication mettra en lumière les continuités expérientielles et idéologiques qui s'établissent entre le mouvement de protestation de Tishreen (2019-2021) et les configurations de la mobilisation et de l'activisme environnemental. Pour celles et ceux qui en ont fait l'expérience, la révolte d'octobre a été la source d'un apprentissage mobilisé aujourd'hui dans leur engagement écologique. La lutte pour une vie digne, portée par les manifestations, s'articule et se conjugue plus que jamais à la question du maintien dans un monde en ruine et à celle des conditions d'une habitabilité.

A recent report published by the United Nations ranks Iraq as the 5th most vulnerable country to climate disruption. However, the Iraqi population did not wait for a multitude of global indicators to confirm the urgency of the situation to take interest in it. For decades now, beyond rising temperatures and their consequences, residents have been affected by various impacts of pollution, toxicity, disruptions, and disappearances.

It is precisely the formation of these publics (Dewey, 1927) that this presentation seeks to explore. Based on cases of air, soil, and water pollution, it will trace how certain situations have been problematized and how concerned communities have been constituted.

The presentation will describe the work of definition and resolution undertaken by various, more or less institutionalized, collectives. Particular attention will be paid to the practices of actors, as well as to the mediations and translations they implement to operate in a repressive context, where the activities they denounce are closely linked to political and economic interests that the beneficiaries seek to protect.

Moreover, the presentation will shed light on the experiential and ideological continuities established between the Tishreen protest movement (2019–2021) and the configurations of environmental mobilization and activism. For those who experienced it, the October uprising served as a learning process now applied in their ecological engagement. The struggle for a dignified life, championed by the protests, is more than ever intertwined with the issue of maintaining life in a ruined world and with the conditions for ensuring habitability.

Farhad Hassan Abdullah Mamshai

Oil, power, and pollution: Intersection of energy policy and environmental degradation in KRI

Iraq, including the Kurdistan Region (KRI), ranks among the world's most environmentally vulnerable areas, grappling with air pollution, water scarcity, desertification, lack of precipitation, and land expropriation. This article examines the intersection of energy development, urban expansion, and environmental security in the KRI, emphasizing how partisan politics of energy and housing development exacerbate environmental degradation. The monopolization of energy governance by the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has fostered unregulated practices, including illegal refineries and excessive reliance on diesel generators, resulting in severe pollution and environmental degradation. Additionally, oil and gas revenues controlled by political elites are disproportionately invested in urban development projects that degrade arable lands and natural forests. Employing a multi-method approach, including interviews and media content analysis, this study explores the environmental consequences of KRI's energy policies. It highlights the urgent need for governance reforms to depoliticize energy governance by ruling parties and advance sustainable practices to mitigate environmental insecurity in the region.

L'Irak, y compris la région du Kurdistan (KRI), figure parmi les zones les plus vulnérables sur le plan environnemental, confronté à la pollution de l'air, à la pénurie d'eau, à la désertification, au manque de précipitations et aux expropriations de terres. Cet article analyse les croisements entre le développement énergétique, l'expansion urbaine et la sécurité environnementale au KRI, en mettant l'accent sur la manière dont les politiques partisans en matière d'énergie et de logement aggravent la dégradation de l'environnement.

La monopolisation de la gouvernance énergétique par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a favorisé des pratiques non réglementées, notamment les raffineries illégales et la dépendance excessive aux générateurs diesel, entraînant une pollution et une dégradation environnementale importantes. Par ailleurs, les revenus du pétrole et du gaz, contrôlés par les élites politiques, sont de manière disproportionnée investis dans des projets de développement urbain qui détériorent les terres arables et les forêts naturelles.

En adoptant une approche méthodologique mixte, incluant des entretiens et une analyse du contenu médiatique, cette étude explore les conséquences environnementales des politiques énergétiques du KRI. Elle met en lumière l'urgence d'une réforme de la gouvernance, visant à dépolitiser la gestion énergétique dominée par les partis au pouvoir et à promouvoir des pratiques durables pour atténuer l'insécurité environnementale dans la région.